

Éditorial

Jeanne Simard et Myriam Ertz

Volume 31, numéro 1, 2022

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1089886ar>

DOI : <https://doi.org/10.1522/revueot.v31n1.1440>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université du Québec à Chicoutimi

ISSN

1493-8871 (imprimé)

2564-2189 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Simard, J. & Ertz, M. (2022). Éditorial. *Revue Organisations & territoires*, 31(1), I-III. <https://doi.org/10.1522/revueot.v31n1.1440>

© Jeanne Simard et Myriam Ertz, 2022



Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Éditorial

Dans ce premier numéro de l'année 2022, le comité éditorial de la revue *Organisations & Territoires* présente un dossier spécial sur **l'écosystème entrepreneurial**, soit un recueil de travaux qui explorent et décryptent les stratégies d'accompagnement entrepreneurial dans divers contextes et selon les profils d'entrepreneurs et entrepreneures. C'est le professeur-chercheur Félix Zogning de l'Université de Sherbrooke, responsable du dossier, qui présentera le résultat des travaux de ses collègues dans le prochain texte intitulé *Présentation du dossier spécial*.

Par ailleurs, vous trouverez dans la rubrique *Espace libre* des articles très diversifiés.

Attendue depuis longtemps, la réforme municipale du Nouveau-Brunswick, déposée en novembre 2021 par le gouvernement de cette province, suggère des changements majeurs en matière de gouvernance, de développement économique et communautaire, mais aussi d'aménagement du territoire. **Majella Simard** identifie, dans ce premier article, les impacts de cette réforme en matière de développement territorial. Il fait remarquer qu'en raison des disparités locales et régionales importantes au Nouveau-Brunswick, cette réforme doit être couplée à une stratégie misant à la fois sur la correction des problèmes structurels et sur le renforcement des capacités des acteurs sociaux. C'est à cette condition que la réforme municipale entraînera les effets bénéfiques escomptés sur le développement de cette province de l'Atlantique.

Dans un contexte de transformation socioéconomique globale, **Suzanne Tremblay, Marie Langevin et Marco Alberio** présentent l'évolution et la trajectoire du microcrédit dans le monde, tout particulièrement au Québec. Au cours des dernières décennies, la microfinance s'est progressivement commercialisée et financiarisée, transformant souvent la raison d'être des organisations offrant du microcrédit aux populations les plus pauvres. Selon les auteurs, le modèle québécois semble avoir réussi à se tenir loin de ces dérives et à préserver sa mission première, qui est de contribuer aux dynamiques d'innovation sociale dans les territoires. Les auteurs abordent aussi la façon dont les organismes de crédit communautaire contribuent à formuler des réponses à des éléments de crise affectant le marché du travail.

Jorge Frozzini et Valérie Mvogo Balla présentent trois outils (une carte, un répertoire et un guide) qui ont été développés par les chercheurs et chercheuses de la Chaire de recherche du Canada en communication interculturelle et technologies de gestion en contexte pluraliste pour faciliter le travail d'intervention des acteurs du terrain auprès des travailleuses et travailleurs migrants temporaires (TMT). La présence grandissante des TMT sur le territoire canadien et québécois fait en sorte que les demandes pour combler leurs besoins socioéconomiques et socioculturels augmentent année après année. Il devenait urgent de mieux outiller les organismes communautaires, qui se trouvent souvent en première ligne pour répondre à leurs nombreuses demandes. En toute transparence, les auteurs nous présentent les difficultés rencontrées lors de l'élaboration de ces outils et leur réception dans le milieu communautaire.

Sous la rubrique *L'atelier des étudiants*, **Asseye Neglo**, doctorante en développement régional à l'UQAC sous la direction de la professeure Marie Fall, traite des aspects environnementaux et éthiques dans la planification territoriale. Elle constate que, dans le processus d'élaboration du Plan national de développement des territoires, la prise en compte de la sphère économique semble privilégiée par rapport aux sphères sociale et environnementale. Les mesures d'adaptation au changement climatique (MACC) établies par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (principal organisme international en évaluation des changements climatiques) semblent ne pas recevoir la place qu'elles méritent. L'auteure fait ressortir un problème d'harmonisation des MACC au Plan national de développement dans la planification territoriale.

Sous cette même rubrique, **Mikael St-Pierre**, étudiant de 3^e cycle à l'École nationale d'administration publique sous la direction de la professeure Lilly Lemay, s'intéresse au développement et à la promotion de processus d'innovation sociale par les acteurs non gouvernementaux à l'échelle municipale. Depuis quelques années, le discours politique fait la promotion de l'innovation sociale. Or, il semblerait que ce discours ne se matérialise pas toujours concrètement sur le terrain. Selon l'auteur, les projets d'innovation sociale à forte valeur ajoutée sont souvent retardés ou dilués inutilement par de nombreuses barrières institutionnelles et bureaucratiques. L'objectif de l'étude est d'offrir aux praticiens et praticiennes devant faire face à cet enjeu de développement un cadre conceptuel qui permettra d'identifier et de franchir ces barrières.

Dans ce numéro, vous trouverez aussi, sous la rubrique *Entretiens*, des conversations qui témoignent d'une expérience innovante en développement territorial. Messieurs **Juan-Luis Klein**, professeur au Département de géographie de l'UQAM, **Pierre-André Tremblay**, professeur associé au Département des sciences humaines et sociales de l'UQAC, et madame **Caroline Dufresne**, conseillère en transfert pour Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS), partagent avec nous leur expérience concernant leur implication dans un projet de revitalisation d'une communauté rurale. Les *Ateliers des savoirs partagés* constituent un espace de partage des savoirs entre des acteurs terrain et des chercheurs. Leur projet s'échelonne sur trois phases de développement : la première phase (2012-2014) était centrée sur la communauté de Saint-Camille en Estrie; la deuxième phase (2018-2020) consistait à élargir l'expérience vécue à Saint-Camille à deux autres communautés, soit la MRC de Bellechasse et la municipalité de Petit-Saguenay; enfin, la troisième phase (2021-2024) mobilise cette fois une douzaine de communautés. Leur témoignage démontre qu'un tel projet de développement demande du respect, de la patience, du doigté et une ouverture à la prise de parole de l'autre. La coconstruction d'un vivre-ensemble plus inclusif et écologique entre les communautés ne pourra qu'être positive pour le Québec de demain.

Ce numéro inaugure également une nouvelle rubrique intitulée *Étude de cas*. Les cas présentés décrivent des situations professionnelles réelles portant sur une organisation, sur un produit/service, sur un procédé ou sur un phénomène particulier. Plus précisément, les cas publiés peuvent être de deux types :

- *Les cas pédagogiques* : Il s'agit de cas couvrant un sujet, une théorie ou une industrie en particulier. Les cas décrivent des situations professionnelles réelles ou fictives dans lesquelles un personnage principal fait face à un défi ou à une décision délicate. Le cas vise ainsi à stimuler les discussions de solutions possibles et à analyser les avantages et les inconvénients de diverses approches au problème. Quelques questions de réflexion suivent généralement pour stimuler ces discussions.
- *Les cas de contenu* : Ces cas peuvent être utilisés dans une optique pédagogique, mais ils ont plutôt pour objectif la présentation d'une organisation, d'un(e) protagoniste, d'une situation ou d'une industrie en particulier dans le but d'illustrer des notions, une théorie ou un sujet de recherche. En ce sens, ils permettent l'illustration pratique de notions et de principes théoriques.

Le cas inaugural rédigé par **Myriam Ertz** est un cas de contenu portant sur l'organisation Boomerang inc. au Saguenay–Lac-Saint-Jean et sur son fondateur Éric Corbin. Il met en lumière le développement de l'organisation et de ses services de commerce électronique, qui permettent aux petits commerçants de fidéliser leur clientèle et de se positionner par rapport aux géants du numérique, ce qui favorise ainsi le commerce en ligne et l'achat de proximité, soit le « digilocalisme » (Ertz et collab., 2021).

Enfin, pour terminer ce numéro, on pourra également prendre connaissance, sous la rubrique *Recension*, d'un résumé intitulé *Territoires virtuels : du commerce électronique à l'économie de plateforme en passant par l'économie collaborative*. Rédigé par **Ahmad Kazemipour** et par **Tian Zeng**, il concerne l'ouvrage collectif dirigé par Myriam Ertz, *Handbook of research on the platform economy and the evolution of e-commerce*, paru en 2021 chez IGI Global.

Nous vous souhaitons une bonne lecture!

Jeanne Simard
Directrice de la revue Organisations & territoires

Myriam Ertz
Membre du comité d'orientation et responsable des rubriques *Étude de cas* et *Chronique du livre*

RÉFÉRENCES

- Ertz, M., Hallegatte, D., Bousquet, J. et Latrous, I. (2021, 5 janvier). Le digilocalisme, une réponse aux géants du numérique? *The Conversation*. <https://theconversation.com/le-digilocalisme-une-reponse-aux-geants-du-numerique-152048>